



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.

Hors commission - Contrat de partenariat conclu entre la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Montpellier Méditerranée Métropole - Desserte de la commune de Teyran par la ligne de transport à la demande 36 - Convention d'autorisation d'arrêt et de financement à intervenir entre les deux intercommunalités et le Syndicat Mixte Hérault Transports - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En application du Contrat Partenarial signé le 14 décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup souhaitent desservir la commune de Teyran, membre de cette intercommunalité, via la ligne 36 de Transport à la Demande (TAD) qui dessert actuellement les communes de Montaud, Saint-Drézéry, Jacou, Castelnau-le-Lez et traverse la commune de Teyran sans arrêt sur ce territoire situé en dehors du périmètre métropolitain.

Elle est mise en place par la Métropole, en tant qu'autorité délégante, et exploitée par la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu avec cette dernière.

Cette ligne à l'heure actuelle fixe, s'inscrit dans une logique de complémentarité à l'offre Hérault Transport en place sur la commune : la ligne 111 qui dessert la commune de Teyran principalement aux heures de pointes.

Le service public de TAD, est un service collectif déterminé en partie en fonction de la demande des usagers, dont les règles générales de tarification sont établies à l'avance.

Formule souple, ce type de service peut être mis en œuvre en faveur de catégories particulières d'usagers et apparaît particulièrement adaptée pour répondre aux besoins des habitants des communes de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup résidant à proximité du territoire métropolitain.

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) conformément à la législation en vigueur et ses statuts est l'autorité organisatrice des transports sur son territoire et assure, dans ce cadre, la desserte de la commune de Teyran avec la ligne 111 du réseau Hérault Transport.

La Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup peut mettre en œuvre et financer des actions participant à la structuration et à l'aménagement de son territoire. Montpellier Méditerranée Métropole est Autorité Organisatrice des Mobilités sur son Territoire.

En tant qu'autorité organisatrice de transport, le SMTCH autorise l'arrêt de la ligne de TAD n°36 sur la Commune de Teyran au niveau de l'arrêt « Salaison » de la ligne 111 Hérault Transport.

A ce titre Montpellier Méditerranée Métropole et son délégataire la société TaM sont autorisés à déposer et prendre en charge des passagers, à ce point d'arrêt déjà aménagé (aménagement de voirie, abribus et signalétique) dans le respect des fréquences et des horaires définis.

L'information sera mise en œuvre à l'arrêt Salaison en utilisant les installations existantes (un abri propriété de la commune dans un sens et un poteau propriété du SMTCH dans l'autre sens). Le SMTCH procédera à l'affichage des informations à destination aux usagers conjointement pour les lignes 36 de Tam et 111 d'Hérault Transport. Les informations concernant la ligne 36 seront communiquées par Montpellier Méditerranée Métropole à Hérault Transport dans un délai suffisant pour permettre la mise en page, l'impression et l'affichage aux deux points susvisés, avant la mise en œuvre effective de la convention. L'ensemble des informations qui seront déployées sur l'arrêt Salaison dans le cadre de la présente convention devront être validées par l'ensemble des partenaires.

Les surcoûts inhérents à la mise en place de cet arrêt supplémentaire sur la ligne fixe de TAD n°36, actuellement en exploitation a été évaluée à 776 € TTC par mois. La Communauté de Communes du Grand Pic

Saint-Loup, au titre de la compétence susvisée prend cette dépense en charge et la remboursera à la Métropole.

Les opérations de dépose et de prise en charge des passagers de la ligne TAD n°36 sur la commune de Teyran, à l'arrêt « Salaison » interviendront le lundi 3 septembre 2018, date d'effet de la convention.

Elle est conclue pour une durée de 6 mois renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période ne pouvant excéder 6 mois supplémentaires soit au maximum 12 mois.

La durée de la reconduction pourra être fixée par simple échange de courrier entre les 3 parties.

Cette première convention est en effet transitoire dans l'attente de la mise en œuvre d'une nouvelle desserte en TAD zonal sur le périmètre des communes de Castries, Montaud, Saint- Drézéry et Teyran en application du nouveau contrat de délégation de service public conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TaM, conformément aux demandes exprimées par l'autorité délégante métropolitaine, en application du contrat de partenariat conclu avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup.

Le TAD zonal permet une prise en charge à domicile pour des destinations fixes, mais selon des horaires variables en fonction des demandes des usagers et des capacités des transporteurs (véhicules, ...). Cette solution apparaît bien adaptée lorsque la demande n'est pas concentrée dans le temps en complément d'une desserte fixe aux heures de pointe. Elle génère néanmoins des coûts de fonctionnement et d'investissement plus importants et l'utilisation d'un logiciel spécifique plus élaboré par rapport à une ligne fixe pour optimiser « à la volée » l'utilisation des véhicules disponibles et tenter ainsi de réduire les coûts.

La desserte de la commune de Teyran par cette nouvelle forme de TAD constituera un véritable saut qualitatif pour les habitants de Teyran et des communes environnantes :

- triple connexion au nouveau réseau structurant métropolitain : Ligne 2 (station Georges Pompidou à Castelnau-le-Lez), Ligne Métronome M1 (Castries) et réseau TER (Pôle d'Echanges Multimodal de Baillargues) ;

- desserte complémentaire à la ligne 111 Hérault Transport circulant uniquement en heures de pointes : desserte complémentaire en heures de pointes, nouvelle desserte en heures creuses, desserte le samedi et le dimanche et fréquence garantie de 60' toute la journée ;

- desserte de l'avenue principale de Teyran (arrêts existants de la ligne 111 Hérault Transport) et création de 4 nouveaux arrêts pour une couverture totale de la commune.

Le coût de la mise en œuvre de ce nouveau service sur la commune de Teyran est estimé 39 500€ par an soit 3 291 € par mois. Sa mise en œuvre sera subordonnée à la conclusion d'une nouvelle convention spécifique entre les 3 parties. Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup ont approuvé le projet de convention par délibérations respectives des 25 et 29 juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention pour la desserte de la commune de Teyran par l'actuelle ligne de transport à la demande n°36 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention tripartite provisoire susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48338-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.